



ROBINETTERIE ANTIPOLLUTION

CERTIFICATION

Référentiel de certification NF :

Antipollution des installations d'eau



N° d'identification : NF 045

N° de révision : 16

Date de mise en application : 17/11/2020

TABLE DES MATIÈRES

Partie 1	L'application	6
1.1	Champ d'application	6
1.2	Valeur ajoutée de la certification	6
1.3	Demander une certification / Contrat de certification	9
1.4	Engagement du demandeur	11
1.5	Publication	12
Partie 2	Le programme de certification	13
2.1	Les réglementations	13
2.2	Les normes et spécifications complémentaires.....	15
2.3	Déclaration des modifications	16
2.4	Les dispositions de management de la qualité : référentiel des audits	18
2.5	Le marquage – Dispositions générales.....	25
2.6	Conditions d'arrêt de marquage ou de démarquage en cas de suspension, de retrait, d'abandon	30
2.7	Fraudes et falsifications.....	30
Partie 3	Processus de certification	31
3.1	Généralités	31
3.2	Processus de traitement d'une demande de certification.....	32
3.3	Les audits	33
3.4	Prélèvements	34
3.5	Essais	35
Partie 4	Les intervenants	36
4.1	L'organisme certificateur	36
4.2	Organismes d'audit.....	36
4.3	Organismes d'essais	36
4.4	Sous-traitance	37
4.5	Comité Particulier.....	37
Partie 5	Lexique	39

Le présent référentiel de certification a été soumis à la validation de la Direction Technique du CSTB. Il a été approuvé par le Directeur Général d'AFNOR Certification le 30/10/2020 pour acceptation dans le système de certification NF.

Il annule et remplace toute version antérieure.

Le CSTB, en tant qu'organisme certificateur accrédité par le COFRAC sous le numéro 5-0010, portée d'accréditation disponible sur www.cofrac.fr, s'engage à élaborer des référentiels de certification garantissant un niveau approprié d'exigences pour la qualité des produits, leur aptitude à l'emploi et leur durabilité.

Le présent référentiel de certification peut donc être révisé, en tout ou partie par le CSTB, après consultation des parties intéressées conformément aux exigences de la norme NF X 50-067. La révision du référentiel de certification est approuvée par le Directeur Général d'AFNOR Certification.

HISTORIQUE DES MODIFICATIONS

Partie modifiée	N° de révision	Date de mise en application	Modification effectuée
Tout le document	12	09/12/2004	Révision du règlement de certification : <ul style="list-style-type: none"> • pour prendre en compte : <ul style="list-style-type: none"> - le mandatement par le CSTB de cette application • pour le mettre en conformité avec la nouvelle trame. • pour prendre en compte les nouvelles normes européennes.
Tout le document	13	01/12/2008	<ul style="list-style-type: none"> • changement de dénomination sociale et de logo d'AFAQ AFNOR Certification, devenue AFNOR Certification • nouveau logo du CSTB • remplacement du terme « règlement » par « règles de certification » • mise à jour des références normatives pour les produits concernés par cette application.
Doc. technique 1	13	01/12/2008	<ul style="list-style-type: none"> • changement d'intitulé • ajout d'exigences techniques (préparation de la surface, ...) • ajout de méthode d'essais (adhérence du film,...) • ajout de 5 annexes explicatives.
Doc. technique 2	13	01/12/2008	<ul style="list-style-type: none"> • mise à jour des références normatives pour les produits.
Doc. technique 3	13	01/12/2008	<ul style="list-style-type: none"> • mise à jour de la référence normative pour les produits • extension du domaine d'application de la norme aux produits de DN 6 • ajout de caractéristiques dimensionnelles et d'exigences mécaniques pour les abouts de raccordement • ajout d'exigences de performance pour les robinets de prises de pression.

Partie modifiée	N° de révision	Date de mise en application	Modification effectuée
Doc. technique 4	13	01/12/2008	<ul style="list-style-type: none"> • mise à jour de la référence normative pour les produits • ajout de caractéristiques dimensionnelles et d'exigences mécaniques pour les abouts de raccordement • ajout d'exigences de performance pour l'entonnoir du dispositif de décharge • ajout d'exigences de performance pour les robinets d'isolement.
Doc. technique 5	13	01/12/2008	<ul style="list-style-type: none"> • mise à jour des références normatives pour les produits.
Doc. technique 6	13	01/12/2008	<ul style="list-style-type: none"> • mise à jour des références normatives pour les produits • suppression du clapet de type EF • ajout de caractéristiques dimensionnelles pour certains clapets de non retour • ajout de caractéristiques dimensionnelles et d'exigences mécaniques pour les abouts de raccordement • ajout de caractéristiques hydrauliques sous une perte de charge de 0,4 bar • ajout de résistance aux pressions alternées des éléments d'obturation des orifices • ajout d'exigences de performance pour les robinets d'isolement des prises de pression.
Doc. technique 7	13	01/12/2008	<ul style="list-style-type: none"> • mise à jour des références normatives pour les produits • prise en compte des dispositifs HB, HD et HC.
Doc. technique 8	13	01/12/2008	<ul style="list-style-type: none"> • prise en compte de la norme européenne des disconnecteurs BA • modification de la présentation du document.
Doc. technique 9	13	01/12/2008	<ul style="list-style-type: none"> • mise à jour des références normatives pour les produits • ajout de caractéristiques dimensionnelles dans le tableau 1 • évolution des exigences de marquage des dispositifs.
Corps des règles de certification	14	20/12/2013	<ul style="list-style-type: none"> • Dispositions de management de la qualité : <ul style="list-style-type: none"> ○ suppression de l'option contrôle qualité. • Modalités de contrôle du suivi : <ul style="list-style-type: none"> ○ Modification de la fréquence des audits ○ suppression de la surveillance réduite ○ introduction d'un contrôle dans le commerce. • Mise à jour de l'article 2.4 pour intégrer le nouveau logo NF. • Réglementation sur la certification des produits § 2.4.2 - mise à jour de l'article du Code de la Consommation.

Partie modifiée	N° de révision	Date de mise en application	Modification effectuée
			<ul style="list-style-type: none"> • Dossiers de certification : <ul style="list-style-type: none"> ○ Introduction d'un tableau de synthèse pour la constitution des dossiers de certification ○ Mise à jour des lettres et fiches types ○ Ajout de la lettre type 4 - Demande d'abandon ○ Ajout de la fiche type 2 - Exemple de mandat ○ Uniformisation de la fiche type 5 pour toutes les familles de produits. • Lexique : <ul style="list-style-type: none"> ○ Modification de certaines définitions.
Tous les documents techniques	14	20/12/2013	<ul style="list-style-type: none"> • Mise à jour des tableaux 'nature et fréquence des contrôles' pour prendre en compte la suppression du 'contrôle qualité' dans le corps des règles de certification
Doc. technique 6	14	20/12/2013	<ul style="list-style-type: none"> • Ajout d'exigences dimensionnelles pour les clapets EB « ST » et « WM » • Ajout de spécifications particulières aux clapets intégrant des limiteurs de débit.
Doc. technique 9	14	20/12/2013	<ul style="list-style-type: none"> • Refonte du document 9 en un document plus général concernant les dispositifs intégrés à un équipement.
Doc. technique 10	14	20/12/2013	<ul style="list-style-type: none"> • Ajout du document technique 10 : Rupture de charge à l'évacuation
Référentiel	15	01/07/2017	<ul style="list-style-type: none"> • Nouvelle trame de référentiel scindée en deux parties : le référentiel et une annexe de gestion administrative du référentiel. • Ajout d'un paragraphe « engagement du demandeur » • Ajout d'un paragraphe concernant les fraudes et les falsifications. • Mise à jour du lexique • Actualisation des références au Code de la Consommation • Intégration des dispositions de la norme ISO 9001 : 2015 • Mise à jour des lettres types et des fiches types de l'annexe de gestion administrative • Mise en forme et actualisation des documents techniques.
Référentiel	16	17/11/2020	<ul style="list-style-type: none"> • Ajout d'une nouvelle famille de produits : Produits antipollution combinés et ensembles antipollution assemblés. • Mise à jour des paragraphes 1.1, 1.2, 2.2.2, 2.5.2.3, 2.6 et 3.4.

Partie 1

L'application

1.1 Champ d'application

Le présent référentiel de certification concerne à ce jour les dispositifs de protection entrant dans la composition des réseaux d'eau dans le bâtiment, pour prévenir des pollutions par retour.

Les familles de produits concernées sont les suivantes :

- surverse totale - AA ;
- surverse avec trop-plein non circulaire (totale) - AB ;
- surverse, avec alimentation immergée incorporant une entrée d'air et un trop-plein - AC ;
- surverse par injecteur - AD ;
- surverse avec trop-plein circulaire (limitée) - AF ;
- surverse avec trop-plein (définie par essai de dépression) - AG ;
- surverse sanitaire alimentaire - AE ;
- disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable - BA ;
- disconnecteur à zones de pression différentes non contrôlables - CAa ;
- disconnecteur à zones de pression différentes non contrôlables - CAB ;
- soupape anti-vide en ligne - DA ;
- rupteur à évent atmosphérique avec élément mobile - DB ;
- rupteur à évent atmosphérique permanent - DC ;
- clapets de non-retour antipollution contrôlables - EA et EC ;
- clapet de non-retour antipollution non contrôlables - EB et ED ;
- disconnecteur d'extrémité - HA ;
- robinet de puisage antipollution ;
- soupapes anti-vide d'extrémité – HB et HD ;
- inverseur à retour automatique – HC ;
- appareillage de contrôle sur site des ensembles de protection sanitaire des réseaux d'eau potable ;
- dispositif intégré dans un équipement ;
- rupture de charge à l'évacuation ;
- produits antipollution combinés et ensembles antipollution assemblés.

La marque NF s'attache à contrôler des caractéristiques de sécurité des personnes et des biens, d'aptitude à l'usage et de durabilité des produits, ainsi que des caractéristiques complémentaires éventuelles permettant de se différencier sur le marché.

1.2 Valeur ajoutée de la certification

La certification est une reconnaissance par une tierce partie de la conformité de caractéristiques démontrant la valeur ajoutée du produit,

Les caractéristiques certifiées de l'application NF - Antipollution des installations d'eau sont les suivantes :

- a) pour les surverses AA, AB, AC, AF et AG :
 - Une garde d'air permanente et verticale entre le point le plus bas de l'orifice d'alimentation et le niveau critique dans le réceptacle.

- b) pour les surverses AD :
 - Une garde d'air permanente et horizontale entre l'orifice d'alimentation en amont et l'orifice d'entrée du dispositif en aval.
- c) pour les surverses AE :
 - Une garde d'air permanente et verticale entre le point le plus bas de l'orifice d'alimentation et le niveau critique dans le réceptacle. Ces dispositifs conservent la qualité sanitaire d'origine de l'eau destinée à la consommation humaine.
- d) pour les disconnecteurs BA :
 - Une différence de pression entre la zone amont et la zone intermédiaire supérieure à 140 mbar.
 - Une ouverture de la soupape de décharge lorsque la différence de pression entre la zone amont et la zone intermédiaire est inférieure à 140 mbar.
 - La présence de prise de pression pour le contrôle de chaque zone et l'étanchéité de chaque dispositif de non retour, amont et aval.
- e) pour les disconnecteurs CAa :
 - Une ouverture de la soupape de décharge lorsque la différence de pression entre la zone intermédiaire et la zone amont est inférieure à 10 % de la pression amont.
- f) pour les disconnecteurs CAb :
 - Une ouverture de la soupape de décharge lorsque la différence de pression entre la zone intermédiaire et la zone amont est inférieure à 10 % de la pression amont. Ce disconnecteur est destiné à équiper uniquement le dispositif de remplissage du circuit de chauffage intégré aux chaudières.
- g) pour les soupapes anti-vide DA, rupteurs à évent atmosphérique DB, DC :
 - La mise à l'air libre de la canalisation aval lorsque la pression amont est nulle ou en cas de dépression dans le circuit amont
- h) pour les clapets de non retour EA, EC (filetés ou à brides) :
 - Le passage du fluide dans le sens normal d'écoulement et l'étanchéité sous basse et haute pression dans le sens inverse.
 - Ces clapets sont contrôlables et pour certains interchangeables.
 - Les clapets à brides sont de plus visitables(*).
- i) pour les clapets de non retour EB, ED (avec ou sans corps) :
 - Le passage du fluide dans le sens normal d'écoulement et l'étanchéité sous basse et haute pression dans le sens inverse.
 - Ces clapets ne sont pas contrôlables.
 - Certains de ces clapets sont interchangeables.
- j) pour les disconnecteurs d'extrémité HA :
 - L'interruption du débit et la mise à l'air libre de la canalisation aval lorsque la pression amont est nulle ou en cas de dépression dans le circuit amont.
- k) pour les soupapes anti vide d'extrémité HB et HD:
 - La mise à l'air libre de la canalisation aval et l'obstruction de la canalisation d'alimentation en cas de dépression dans le circuit amont.
- l) pour les inverseurs à retour automatique HC :
 - une disconnexion par mise à l'atmosphère par retour automatique en position « sortie bain » lors d'interruption du débit ou en cas de dépression dans le circuit amont.
- m) pour les robinets de puisage antipollution (*) :
 - L'association d'un robinet de puisage à soupape et d'un dispositif antipollution placé à son aval.
- n) pour les appareillages de contrôle :
 - Le contrôle, sur site, du fonctionnement des ensembles de protection.
- o) pour les ruptures de charge à l'évacuation (*) :

- Une garde d'air permanente et verticale entre le point le plus bas de l'évacuation d'un appareil ou d'une installation et le point haut du dispositif collecteur de cette eau.
- p) pour les produits antipollution combinés et ensembles antipollution assemblés :
- L'association de deux fonctions certifiées.

(*) : Caractéristiques complémentaires aux normes de produits

Ces caractéristiques certifiées sont évaluées sous la responsabilité du CSTB, avec les moyens de contrôle suivants :

	Admission	Surveillance continue
<p>Réalisation d'un audit de la production par un auditeur technique qualifié :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vérification de la réalisation des contrôles et des enregistrements de la production : matières premières, fabrication, produits finis,... - Vérification des dispositions de maîtrise de la qualité : métrologie, conditionnement, stockage, traçabilité, marquage du produit, traitement des non conformités et des réclamations client,... - Supervision d'essais de caractéristiques certifiées réalisés par le demandeur, le cas échéant. 	Oui	<p>Oui</p> <p>Fréquence :</p> <p>2 audits annuels après l'admission</p> <p>puis</p> <p>1 audit annuel (*)</p>
<p>Réalisation d'essais par un laboratoire reconnu par l'organisme certificateur (indépendant et compétent) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prélèvement des échantillons réalisé par l'organisme certificateur ou le demandeur et effectué sur le site du demandeur/titulaire et/ou sur le marché. 	Oui	<p>Oui</p> <p>Fréquence :</p> <p>2 campagnes d'essais annuelles</p>

(*) La fréquence d'audit peut être renforcée à 2 (ou plus) audits annuels lorsque des non-conformités critiques sont constatées.

1.3 Demander une certification / Contrat de certification

Toute entité juridique :

- fabricant des produits entrant dans le champ d'application défini ci-dessus et capable de respecter les exigences techniques décrites dans la partie 2 du présent document,
- distributeur des produits entrant dans le champ d'application défini ci-dessus, pour lesquels le fabricant respecte les exigences techniques décrites dans la partie 2 du présent document,

peut demander à bénéficier d'un droit d'usage de la marque NF - Antipollution des installations d'eau.

Une telle requête est désignée par « demande », l'entité qui la formule étant nommée le « demandeur ».

Le demandeur adresse sa demande à l'organisme certificateur. Elle est accompagnée de toutes les informations utiles concernant les produits visés, les conditions de fonctionnement et les contrôles effectués pour assurer la conformité des produits au présent référentiel de certification.

Un modèle de demande et la liste des renseignements à fournir à l'appui d'une demande sont annexés au présent référentiel de certification.

Pendant un délai de 10 jours ouvrés à compter de la date de réception par l'organisme certificateur de sa demande de certification, le demandeur a la faculté de se dédire de ses engagements, pour une cause quelconque, en envoyant une lettre recommandée avec accusé de réception à l'organisme certificateur.

Le Contrat de certification est constitué de la lettre de demande complétée, signée et, le cas échéant, accompagnée du devis ; il est régi par l'ensemble des documents référencés à cette lettre de demande (règles générales de la marque NF, référentiel de certification, exigences techniques complémentaires,...).

Le Contrat est conclu sans limitation de durée.

Le titulaire peut résilier de plein droit la certification NF pour toutes ou certaines de ses certifications, pour une cause quelconque, notamment lorsque l'activité a cessé.

Cette résiliation ne prend effet qu'à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter de la date de réception par le CSTB de la lettre recommandée avec accusé de réception adressée par le titulaire notifiant la résiliation de plein droit de la certification NF pour l'une des raisons définies ci-dessus.

À compter de la date de prise d'effet de la résiliation, le titulaire s'engage à ne plus utiliser de quelque manière que ce soit, ni à reproduire sur quelque support que ce soit la marque NF pour les produits dont la certification a cessé.

L'organisme certificateur se réserve le droit de cesser une certification NF. L'organisme certificateur en précise alors les conditions et les modalités transitoires avant la cessation définitive de la certification concernée.

Le Contrat est soumis au droit français. En cas de difficulté sur l'interprétation, l'exécution ou la validité du Contrat, et sauf en cas d'urgence justifiant la saisine d'une juridiction compétente statuant en référé, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

Au cas où les Parties ne parviendraient pas à résoudre leur différend dans un délai de trois (3) mois à compter de sa survenance, le litige sera porté par la Partie la plus diligente devant les tribunaux français compétents.

Note 1 : Cas particulier d'une demande d'admission dans un pays à vigilance particulière

Observant de nombreuses tensions dans le monde, le Ministère Français des Affaires Etrangères définit des zones de vigilance pour chaque pays dans les conditions ci-dessous :

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays/>

- les zones vertes à vigilance normale ;
- les zones jaunes à vigilance renforcée ;
- les zones orange déconseillées sauf raison impérative ;
- les zones rouges formellement déconseillées.

Conformément aux préconisations de l'Etat Français, afin d'assurer la sécurité des collaborateurs du CSTB et de ses sous-traitants (ci-après désignés « les Auditeurs »), les demandes d'admission de certification formulées par des entités dont les sites à évaluer dans le cadre de la certification sont situés sur le territoire d'un pays classé en zone orange ou rouge ne pourront pas être prises en compte par le CSTB.

Pour les demandes de certification formulées par des entités dont les sites à évaluer dans le cadre de la certification, en phase d'admission ou de suivi, sont situés sur le territoire d'un pays classé en zone jaune, le déplacement des Auditeurs est autorisé sous réserve que l'entité auditée organise localement et à ses frais exclusifs le transport et l'hébergement des Auditeurs de façon à ce que leur sécurité soit garantie.

Dans les 10 jours ouvrés précédant tout déplacement, le demandeur/titulaire doit communiquer au CSTB les conditions de transport et d'hébergement des Auditeurs visant à garantir leur sécurité. Le CSTB peut formuler des observations et justifier de demandes complémentaires ; il se réserve le droit d'annuler un déplacement si les conditions proposées ne présentent pas de garantie de sécurité suffisante.

Note 2 : Cas particulier d'une sous-traitance de la production par un demandeur

Le demandeur peut sous-traiter une partie de la production de ses produits faisant l'objet du présent référentiel de certification.

Dans ce cas, il s'engage à être :

- responsable de l'efficacité du système de contrôle de production dans son ensemble en respect du présent référentiel de certification ;
- en mesure de produire, d'une part, le cahier des charges définissant les contrôles qu'il impose à son sous-traitant pour répondre aux exigences du présent référentiel de certification et d'autre part, les preuves de la maîtrise du sous-traitant pour satisfaire ces mêmes exigences.

Note 3 : Cas particulier d'une nouvelle demande dans le cadre d'un retrait ou d'une suspension d'un certificat suite à une sanction

Lorsque le CSTB prononce le retrait d'un certificat suite à une sanction, le titulaire perd son droit d'usage de la marque NF. Il devient ancien titulaire. L'ancien titulaire ne peut déposer une nouvelle demande de certification pour un produit identique au produit ayant fait l'objet de la décision de retrait du certificat, que sous réserve de fournir au CSTB des preuves jugées suffisantes mettant en évidence que des actions curatives et correctives ont été apportées depuis la décision de retrait, afin que le produit respecte de façon stricte et durable l'ensemble des exigences pour la Certification.

De la même façon, lorsque le CSTB prononce la suspension d'un certificat suite à une sanction, le titulaire perd le droit d'usage de la marque NF tant que le CSTB n'a pas levé cette suspension. Cette levée suppose que le titulaire fournisse au CSTB des preuves jugées suffisantes mettant en évidence que des actions curatives et correctives ont été apportées depuis la décision de suspension, afin que le produit respecte de façon stricte et durable l'ensemble des exigences pour la Certification.

1.4 Engagement du demandeur

Avant de faire sa demande, le demandeur doit s'assurer qu'il remplit les conditions définies dans le présent référentiel de certification, concernant son produit et les sites concernés. Il est de la responsabilité du demandeur de s'assurer que les réglementations applicables à son produit sont respectées.

Il doit s'engager à respecter les mêmes conditions pendant toute la durée d'usage de la marque NF.

Le demandeur prend l'engagement :

- 1 d'accepter et de respecter les conditions fixées et définies dans le référentiel de certification propre au domaine des produits concernés, et en particulier à :
 - présenter à la certification des produits conformes à la réglementation en vigueur concernée,
 - mettre en œuvre les changements nécessités par les évolutions du référentiel de certification qui sont communiqués par l'organisme de certification,
 - utiliser la marque NF dans les conditions définies au référentiel de certification et pour les seuls produits certifiés,
 - donner suite aux décisions prises par l'organisme certificateur dans le cadre de la certification (notamment définir et mettre en œuvre des actions correctives suite à un écart constaté ou appliquer une décision de sanction) ;
- 2 de s'acquitter des frais de certification (gestion, audit et essais éventuels) en conformité avec le barème en vigueur ;
- 3 de ne pas présenter à la certification des produits issus de la contrefaçon ;
- 4 de prendre les dispositions nécessaires pour :
 - la conduite de l'audit, y compris la fourniture d'éléments en vue de leur examen tels que : de la documentation et des enregistrements, l'accès au matériel, aux sites, aux zones, aux personnels et sous-traitants du client concerné,
 - la participation d'observateurs tiers ou non pendant l'audit, le cas échéant ;
- 5 d'instruire et d'enregistrer toutes les réclamations :
 - mettre ces enregistrements à la disposition de l'organisme certificateur et des auditeurs sur demande,
 - prendre toute action appropriée en rapport avec ces réclamations et les imperfections constatées dans les produits qui ont des conséquences sur leur conformité aux exigences de la certification,
 - documenter les actions entreprises ;
- 6 de réserver la dénomination commerciale du produit présenté aux seuls produits certifiés conformes aux Exigences Techniques concernées ;
- 7 d'appliquer efficacement le système de contrôle interne de production mis en place pour répondre aux exigences du référentiel de certification ;
- 8 d'exercer les contrôles qui lui incombent pour que le maintien du droit d'usage de la marque NF puisse être accordé ;
- 9 d'informer sans délai l'organisme certificateur de toute modification apportée au dossier de base déposé lors de la demande de droit d'usage de la marque NF (notamment toute modification apportée au(x) produit(s) ayant fait l'objet de la demande) ;
- 10 d'informer l'organisme certificateur de toute cessation définitive, ou temporaire, de production concernée par le certificat ;
- 11 de faire des déclarations et des communications sur la certification en cohérence avec la portée de la certification ;
- 12 de ne pas utiliser la certification de ses produits d'une façon qui puisse nuire à l'organisme certificateur, ni faire de déclaration sur la certification de ses produits que l'organisme de certification puisse considérer comme trompeuse ou non autorisée, notamment :

- ne pas utiliser la marque NF de manière abusive ou non conforme au référentiel de certification en vigueur,
 - ne pas utiliser le logo de l'organisme certificateur ;
- 13 en cas de suspension, de retrait ou à l'échéance de la certification, de cesser d'utiliser l'ensemble des moyens de communication qui y fait référence et remplir toutes les exigences prévues par le référentiel de certification et s'acquitter de toute autre mesure exigée ;
- 14 de communiquer à l'organisme certificateur, sur sa demande tous les imprimés publicitaires et catalogues faisant référence à la marque NF ;
- 15 en cas de fourniture des copies de document de certification à autrui, les reproduire dans leur intégralité ou tel que spécifié par le référentiel de certification ;
- 16 en faisant référence à la certification de ses produits dans des supports de communication, tels que documents, brochures ou publicité, de se conformer aux exigences de l'organisme de certification ;
- 17 de s'assurer, pour tous les intervenants de l'organisme certificateur ou ses sous-traitants qualifiés, que toutes les dispositions de sécurité relatives aux conditions de travail, sites et équipements soient conformes à la réglementation en vigueur du lieu.

1.5 Publication

L'organisme certificateur se réserve le droit de publier les certificats en vue de la meilleure information possible des utilisateurs.

Les caractéristiques certifiées, la liste des titulaires de la marque NF et/ou les certificats NF sont rendus publics sur le site internet de l'organisme certificateur.

Partie 2

Le programme de certification

Le programme de certification de l'application NF - Antipollution des installations d'eau est composé du présent référentiel de certification, qui référence :

- les Règles Générales de la marque NF, qui fixent l'organisation et les conditions d'usage de la marque ;
- les normes et les spécifications complémentaires ;
- les spécifications techniques complémentaires mentionnées dans le § 2.2.2..

Le présent référentiel de certification s'inscrit dans le cadre de la certification des produits et des services autres qu'alimentaires prévue au Code de la Consommation (articles R433-1 à R433-2 et L433-3 à L433-11). Il précise les conditions d'application des Règles Générales de la marque NF aux produits définis dans la partie 1.

2.1 Les réglementations

L'attribution du droit d'usage de la marque NF ne saurait en aucun cas substituer la responsabilité du CSTB à celle qui incombe légalement à l'entreprise titulaire du droit d'usage de la marque NF.

Pour les exigences réglementaires visées par le référentiel de certification, le demandeur/titulaire doit présenter à l'organisme certificateur lors des audits de certification la preuve documentaire définie par la réglementation attestant de la conformité de son produit aux exigences réglementaires.

La preuve documentaire doit être communiquée au CSTB dans le cadre de l'instruction du dossier d'admission/extension.

Dans le cas où le produit est modifié, la preuve documentaire devra être présentée à l'auditeur dans le cadre de l'audit de surveillance, par tout moyen adapté. Le demandeur/titulaire engage sa responsabilité à l'égard de l'organisme certificateur pour toute preuve documentaire qui est inexacte, trompeuse et/ou non-conforme à la définition de la preuve documentaire contenue dans la réglementation.

L'organisme certificateur n'a pas pour mission de démontrer de la conformité du produit aux exigences réglementaires listées au présent document : cette mission incombe exclusivement aux organismes agréés par les autorités compétentes pour l'application de chacune des réglementations concernées.

Les réglementations applicables pour la mise sur le marché français et pour lesquelles, le demandeur/titulaire doit présenter à l'organisme certificateur un document attestant de la conformité de son produit aux réglementations sont listées ci-dessous.

Réglementation	Preuve documentaire requise
<p>Article L121-2 du code de la consommation :</p> <p>« Une pratique commerciale est trompeuse si elle est commise dans l'une des circonstances suivantes :</p> <p>.... 2° « Lorsqu'elle repose sur des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur et portant sur l'un ou plusieurs des éléments suivants :</p> <p>... b) Les caractéristiques essentielles du bien ou du service, à savoir : ses qualités substantielles, sa composition, ses accessoires, son origine, sa quantité, son mode et sa date de fabrication, les conditions de son utilisation et son aptitude à l'usage, ses propriétés et les résultats attendus de son utilisation, ainsi que les résultats et les principales caractéristiques des tests et contrôles effectués sur le bien ou le service »</p>	<p>Dénomination commerciale du produit</p> <p>Présentation commerciale du produit (brochures, site internet, etc.)</p>
<p>Arrêté du 29 mai 1997 relatif aux matériaux et objets utilisés dans les installations fixes de production, de traitement et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine, modifié par l'arrêté du 24 juin 1998 et l'arrêté du 22 août 2002.</p>	<p>L'ACS (attestation de conformité sanitaire) matériaux ou accessoires, comme définie dans la circulaire DGS/SDA 2002 n° 571 du 25/11/02, est une preuve de conformité à la réglementation.</p>

2.2 Les normes et spécifications complémentaires

2.2.1 NORMES APPLICABLES

Pour les références mentionnant une date d'application ou un indice, seule l'édition citée s'applique. Pour les références ne mentionnant pas de date d'application ou d'indice, la dernière édition du document de référence s'applique (y compris les éventuels amendements).

NORMES GENERALES

NF EN 1717, Protection contre la pollution de l'eau potable dans les réseaux intérieurs et exigences générales des dispositifs de protection contre la pollution par retour

NORMES DE PRODUITS

NF EN 13076, *Surverse totale - Famille A; type A ;*

NF EN 13077, *Surverse avec trop-plein non circulaire (totale) – Famille A, type B ;*

NF EN 13078, *Surverse avec alimentation immergée – Famille A, type C ;*

NF EN 13079, *Surverse par injecteur – Famille A, type D ;*

NF EN 14622, *Surverse avec trop-plein circulaire (limitée) – Famille A, type F ;*

NF EN 14623, *Surverse avec trop-plein définie par essai de dépression – Famille A, type G ;*

NF P 43-024, *Surverse sanitaire alimentaire AE ;*

NF EN 12729, *Disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable – Famille B, type A ;*

NF EN 14367, *Disconnecteur non contrôlable à zones de pression différentes – Famille C, type A ;*

NF EN 14451, *Soupape anti-vide en ligne – Famille D, type A ;*

NF EN 14453, *Rupteur à évent atmosphérique permanent – Famille D, type C ;*

NF EN 14452, *Rupteur à évent atmosphérique avec élément mobile – Famille D, type B ;*

NF EN 13959, *Clapets de non-retour antipollution– Famille E, type A, B, C et D ;*

NF EN 14454, *Disconnecteur d'extrémité – Famille H, type A ;*

NF EN 15096, *Soupapes anti-vide d'extrémité – Famille H, type B et type D ;*

NF EN 14506, *Inverseur à retour automatique – Famille H, type C ;*

NF P 43-018, *Appareillage de contrôle sur site des ensembles de protection sanitaire des réseaux d'eau potable.*

2.2.2 SPECIFICATIONS TECHNIQUES COMPLEMENTAIRES

En complément aux exigences fixées dans les paragraphes précédents, les produits doivent répondre aux spécifications complémentaires définies dans les documents techniques suivants :

- Document technique 045-01 : Spécifications complémentaires applicables à toutes les familles de produits ;
- Document technique 045-02 : Surverses – Famille A ;
- Document technique 045-03 : Disconnexion contrôlable – Famille B, Type A ;
- Document technique 045-04 : Disconnexion non contrôlable – Famille C, Type A, Classes a et b ;
- Document technique 045-05 : Disconnexion atmosphérique – Famille D, Type A, B et C ;
- Document technique 045-06 : Clapets de non-retour antipollution – Famille E, Type A, B, C et D ;
- Document technique 045-07 : Disconnexion d'extrémité – Famille H, Type A, B, D, C et robinets de puisage antipollution ;
- Document technique 045-08 : Appareillage de contrôle ;
- Document technique 045-09 : Dispositifs intégrés dans un équipement ;
- Document technique 045-10 : Rupture de charge à l'évacuation ;
- Document technique 045-11 : Produits antipollution combinés et ensembles antipollution assemblés.

2.3 Déclaration des modifications

Ce paragraphe précise les informations que le titulaire du droit d'usage de la marque NF doit fournir au CSTB et les démarches qu'il doit suivre dans les cas de modifications concernant :

- le titulaire ;
- les prestataires ;
- l'unité de fabrication ;
- l'organisation qualité de l'unité de fabrication ;
- le produit ;
- le circuit de distribution.

Le non-respect de cette obligation constaté par le CSTB, peut conduire à une suspension, voire à un retrait du droit d'usage de la marque NF.

Dans les cas non prévus précédemment, le CSTB détermine si les modifications remettent en cause la certification et s'il y a lieu de procéder à un contrôle complémentaire.

En fonction des résultats de l'instruction, le CSTB notifie la décision adéquate.

2.3.1 MODIFICATION CONCERNANT LE TITULAIRE

Le titulaire doit signaler par écrit au CSTB toute modification juridique de sa société ou tout changement de raison sociale.

En cas de fusion, liquidation ou absorption du titulaire, tous les droits d'usage de la marque NF dont il pourrait bénéficier cessent de plein droit.

Une nouvelle demande peut être déposée et son instruction peut être allégée en fonction des modifications apportées.

2.3.2 MODIFICATION CONCERNANT LES PRESTATAIRES

Le titulaire doit signaler par écrit au CSTB toute modification relative à ses prestataires (changement, évolution de contrat,...).

2.3.3 MODIFICATION CONCERNANT L'UNITE DE FABRICATION

Cas d'un transfert de production : Tout transfert (total ou partiel) de l'unité de fabrication d'un produit certifié dans un autre lieu de fabrication entraîne une cessation immédiate du marquage NF par le titulaire sur les produits concernés.

Le titulaire doit déclarer ce transfert par écrit au CSTB qui organisera un audit de la nouvelle unité de fabrication et, le cas échéant, fera procéder à la réalisation d'essais. Cette déclaration peut faire l'objet d'une demande d'admission complémentaire.

La visite peut être allégée, voire supprimée, lorsque la nouvelle unité de fabrication est déjà connue du CSTB.

Les modalités d'évaluation et de décision de reconduction de la certification sont identiques à celles de l'admission, décrites en partie 3 du présent référentiel de certification.

Cas d'une modification du processus de production : Le titulaire doit démontrer que la modification du processus de production n'impacte pas les performances des caractéristiques certifiées du produit (cf. § 2.4.2. : § 8.5.6. ISO9001 V15) ; il en informe le CSTB.

2.3.4 MODIFICATION CONCERNANT L'ORGANISATION QUALITE DE L'UNITE DE FABRICATION

Le titulaire doit déclarer par écrit au CSTB toute modification relative à son organisation qualité susceptible d'avoir une incidence sur la conformité de la production aux exigences du présent référentiel de certification.

Il doit notamment déclarer toute modification de certification de son système de management de la qualité.

Toute modification concernant l'organisation qualité de l'unité de fabrication peut donner lieu à une visite de cette unité ou faire l'objet d'un contrôle spécifique lors d'une visite de suivi.

Toute cessation temporaire de contrôle interne d'un produit certifié entraîne une cessation immédiate du marquage NF de celui-ci par le titulaire qui doit en informer le CSTB.

Le CSTB notifie alors au titulaire une décision de suspension de droit d'usage de la marque NF pour une durée déterminée à échéance de laquelle, si le droit d'usage ne peut pas être rétabli, celui-ci fera l'objet d'un retrait de droit d'usage de la marque NF.

Sur demande du titulaire, le droit d'usage sera rétabli après la réalisation d'un audit de l'unité de fabrication ou d'une évaluation des éléments fournis par le titulaire.

2.3.5 MODIFICATION CONCERNANT LE PRODUIT CERTIFIE

Toute modification du produit certifié par rapport au dossier de demande, susceptible d'avoir une incidence sur la conformité du produit avec les exigences du présent référentiel de certification, doit faire l'objet d'une déclaration écrite au CSTB.

Selon la modification déclarée, le CSTB détermine s'il s'agit d'une demande d'extension de la certification.

2.3.6 PRODUIT CERTIFIE FAISANT L'OBJET D'UNE PRODUCTION PONCTUELLE

Dans le cas de produits titulaires de la marque NF ne pouvant pas faire l'objet d'un suivi régulier de l'organisme certificateur, cas de produits fabriqués sur demande ou de façon ponctuelle, la démarche est la suivante :

Le titulaire doit :

- identifier et communiquer à l'organisme certificateur la liste des produits concernés
- prévoir un (des) produit(s) supplémentaire(s) destiné(s) à l'organisme certificateur pour essais.

2.3.7 CESSATION TEMPORAIRE OU DEFINITIVE DE PRODUCTION

Toute cessation définitive ou temporaire de fabrication de produits (ou d'une gamme de produits) certifiés ou tout abandon du droit d'usage de la marque NF doit être déclaré par écrit au CSTB en précisant la durée nécessaire à l'écoulement du stock de produits marqués NF.

A l'expiration du délai indiqué par le titulaire, le produit est retiré de la liste des produits certifiés. Dans le cas où le produit est fabriqué dans plusieurs usines, le produit est retiré de la liste des produits certifiés relative à l'usine concernée.

La suspension ou le retrait du droit d'usage de la marque NF est notifié au titulaire de la marque NF par le CSTB.

Toute cessation temporaire de fabrication de produits (ou d'une gamme de produits) certifiés doit faire l'objet d'une suspension du droit d'usage de la marque NF pour une durée maximale de 6 mois, reconductible une seule fois, le cas échéant. La durée totale de la suspension du droit d'usage de la marque NF pour ces produits ne doit pas excéder un an. La levée de la suspension ne peut être prononcée qu'à l'issue d'une évaluation qui peut être un audit et/ou des essais.

2.3.8 MODIFICATION CONCERNANT LE CIRCUIT DE DISTRIBUTION

Le titulaire doit prendre l'engagement d'informer le CSTB de toute modification apportée dans la distribution des produits certifiés aussitôt que connue de lui-même et en particulier lorsqu'il cesse d'approvisionner un distributeur, titulaire d'un maintien de droit d'usage de la marque NF, ce qui en conséquence fait cesser ce maintien du droit d'usage de la marque NF.

Le distributeur, titulaire d'un maintien de droit d'usage de la marque NF, doit prendre l'engagement d'informer le CSTB de toute modification dans ses approvisionnements qui font cesser de fait ce maintien du droit d'usage de la marque NF. Le droit d'usage de la marque NF par le distributeur ne pourra être validé qu'après nouvel examen conformément à la partie 3 du présent référentiel de certification.

2.3.9 MODIFICATION CONCERNANT LES NORMES APPLICABLES ET SPECIFICATIONS

Dans le cas du retrait d'une norme pour des raisons de sécurité, le CSTB notifie le retrait du droit d'usage de la marque NF, imposant au fabricant l'arrêt immédiat du marquage NF de sa fabrication et le retrait de ses produits marqués NF des circuits de commercialisation.

2.4 Les dispositions de management de la qualité : référentiel des audits

2.4.1 OBJET

Les demandeurs/titulaires et leurs distributeurs titulaires d'un maintien de droit d'usage sont responsables chacun en ce qui les concerne de satisfaire à l'ensemble des exigences de la certification permettant l'attribution du droit d'usage de la marque NF relatif au produit considéré.

Le demandeur/titulaire doit mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour garantir en permanence la conformité du produit au présent référentiel de certification. De plus, il doit assurer la maîtrise des prestataires externes par tout moyen d'évaluation de l'ensemble des éléments constitutifs du produit ou de(s) prestation(s) externalisée(s) pour lequel il est demandeur ou titulaire du droit d'usage de la marque de certification.

Ce paragraphe fixe les dispositions minimales que le demandeur/titulaire doit mettre en place en matière de management de la qualité afin de s'assurer que les produits sont fabriqués en permanence dans le respect du présent référentiel de certification.

Le système qualité repose en partie sur la mise en place par le demandeur/titulaire d'un ensemble de dispositions d'organisation permettant de maîtriser la conformité aux normes et spécifications complémentaires, le cas échéant, des produits livrés. Ces dispositions sont décrites dans le paragraphe 2.4.2 suivant.

2.4.2 EXIGENCES MINIMALES EN MATIERE DE MANAGEMENT DE LA QUALITE

Le demandeur / titulaire doit avoir mis en œuvre les moyens qui lui sont propres dont l'existence et l'efficacité sont évaluées à partir des exigences de la norme NF EN ISO 9001 :

- NF EN ISO 9001 révision 2015.

Si l'unité de fabrication n'est pas certifiée NF EN ISO 9001, le demandeur/titulaire doit justifier de la mise en place effective d'un ensemble de dispositions d'organisation et d'un système de contrôle de production permettant de maîtriser la conformité aux normes et spécifications complémentaires des produits livrés répondant au minimum aux exigences du présent référentiel de certification.

Les audits sont réalisés selon le Tableau 1 ci-après. Ce tableau indique les exigences spécifiques de la norme NF EN ISO 9001 qui doivent être vérifiées dans le cadre de la certification.

Dans le cadre d'un audit d'admission, tous les points sont examinés.

Dans le cadre d'un audit de suivi, toutes les exigences requises identifiées sur les lignes grisées dans le Tableau 1 ci-après, doivent être auditées. L'ensemble des autres exigences en matière de management de la qualité doit être audité sur une période de 3 ans.

Tableau 1 (Exigences applicables)

§ ISO 9001 : 2015	EXIGENCES	PREUVES MINIMALES ATTENDUES	APPLICABLES (NA = non applicable)
4. Contexte de l'organisme			
5. Leadership			
5.3.	Rôles, responsabilités et autorités au sein de l'organisme	<ul style="list-style-type: none"> * Organigramme * Description des responsabilités et des autorités <i>Exemples : organigramme, fiches de fonction, etc.</i> * Responsable désigné pour s'assurer de l'organisation et de la mise en œuvre efficace du système de production 	<ul style="list-style-type: none"> ■ A retenir pour les personnes chargées du contrôle ou ayant un impact direct sur les points critiques de la réalisation du produit Tous les items sauf : * ISO 9001 V15 : §5.3 c,d
7. Support			
7.1.4.	Environnement pour la mise en œuvre des processus	<p>Preuve du maintien de l'environnement de travail. <i>Exemples : stockage du produit et de ses composants à l'abri des intempéries, conditions ambiantes adaptées, etc.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ A retenir pour les processus liés à la réalisation des produits/services
7.1.5.	Ressources pour la surveillance et la mesure	<ul style="list-style-type: none"> * Liste des équipements de contrôle, mesure et d'essai utilisés sur le site de réalisation du produit/service et/ou dans le laboratoire, * Identification des équipements permettant de déterminer leur validité, * Planning de vérification ou d'étalonnage des équipements impactant la validité des résultats (notamment les équipements permettant de réaliser les essais sur les caractéristiques certifiées), * Preuves des vérifications et/ou d'étalonnage <i>Exemples : fiche de vie, PV de vérification ou d'étalonnage, etc.</i> * Preuve de raccordement à des étalons nationaux ou internationaux (quand cela est possible), * Validation des logiciels utilisés pour la surveillance et la mesure des exigences spécifiées, le cas échéant. 	<ul style="list-style-type: none"> ■ A retenir pour les processus liés à la réalisation des produits/services
7.2.	Compétences	<ul style="list-style-type: none"> * Respect des méthodes d'essais et des dispositions de contrôle. * Actions planifiées pour acquérir les compétences nécessaires (formation, tutorat etc.), le cas échéant. 	<ul style="list-style-type: none"> ■ A retenir pour les personnes chargées du contrôle ou ayant un impact direct sur les points critiques de la réalisation du produit

§ ISO 9001 : 2015	EXIGENCES	PREUVES MINIMALES ATTENDUES	APPLICABLES (NA = non applicable)
7.5.	Informations documentées	<p>* Liste des informations documentées internes et externes, <i>Exemples : Procédures, modes opératoires, méthodes d'essais, instructions de contrôle, enregistrements qualité, etc.</i></p> <p>* Preuves de maîtrise des documents internes et externes, <i>Exemple : Disponibilité de la version applicable de la méthode d'essai, du référentiel, des dispositions de contrôle, etc.</i></p>	<p>■</p> <p>A retenir pour les processus liés à la réalisation des produits/services ></p> <p><i>Note : il n'est plus exigé de Manuel qualité.</i></p>
8. Réalisation des activités opérationnelles			
8.4.	Maîtrise des processus, produits et services fournis par des prestataires externes	<p>* Liste des prestataires</p> <p>* Contrat / commande définissant les exigences du demandeur / titulaire de la certification</p> <p>* Preuves de vérification des matières premières, composants (1), services achetés</p> <p>* Preuves de vérification des conditions de sous-traitance : transport, manutention, essais (2), etc.</p>	<p>■</p> <p>< A retenir pour les matières premières, les composants achetés et pour les prestations externes ayant une incidence sur la qualité du produit/service ></p> <p><u>Prestataires externes :</u></p> <p>* fournisseur de matières premières, composants, services intégrés dans le produit/service</p> <p>* sous-traitant de prestations externes (ex : essais, manutention, transport, etc.)</p> <p><i>(*) Cas particulier des demandeurs/titulaires sous-traitant une partie de leur production</i></p> <p><i>Le CSTB audite les sous-traitants (prévu dans le référentiel de certification)</i></p> <p>Tous les items sauf :</p> <p>* ISO 9001 v15 : § 8.4.1.</p>
8.5.1.	Maîtrise de la production et de la prestation de service	<p>* Informations définissant les caractéristiques des produits et services. <i>Exemples : plan produit / description du service.</i></p> <p>* Informations définissant les activités à réaliser et les résultats à obtenir. <i>Exemples : mode(s) opératoire(s), instruction(s) de travail, méthode(s) d'essais, référentiel de certification (performance attendue)</i></p> <p>* Activités de surveillance et de mesure <i>Exemples : Plan de surveillance, procédures et instruction(s) de contrôle, méthodes d'essais, etc.</i></p> <p>* Conservation des informations documentées démontrant la conformité des produits/services aux critères d'acceptation (<i>Idem § 8.6.ISO 9001 v15</i>)</p>	<p>■</p>

§ ISO 9001 : 2015	EXIGENCES	PREUVES MINIMALES ATTENDUES	APPLICABLES (NA = non applicable)
8.5.2.	Identification et traçabilité	* Identification / Marquage du produit conformément aux exigences du présent référentiel de Certification * Marquage des documents commerciaux conforme aux exigences du présent référentiel de Certification.	■ < A retenir dans tous les cas pour l'identification (et pour la traçabilité si pertinent) >
8.5.4.	Préservation	Vérification que le produit est préservé tout au long de la chaîne de production (identification, manutention, stockage, conditionnement, transport, etc.)	■
8.5.5.	Activités après livraison	-	NA
8.5.6.	Maîtrise des modifications (de la production / prestation de service)	* Preuve de maîtrise des modifications du process de fabrication / de la prestation de service, notamment l'incidence des modifications sur la performance du produit : - revue des modifications, - personne autorisant la modification et toutes les actions nécessaires.	■
8.6.	Libération des produits et services	* Dispositions de contrôle des produits /services ; enregistrement des résultats des contrôles et de la conformité aux critères d'acceptation (3) *Nom des personnes ayant autorisé la libération des produits finis / services	■
8.7.	Maîtrise des éléments de sortie non conformes	* Dispositions de traitement des non-conformités, y compris des réclamations client, et mise en œuvre de ces dispositions (4) *Aucune dérogation autorisée sur une performance d'une caractéristique certifiée	■
9. Evaluation des performances			
9.2.	Audit interne	-	NA
9.3.	Revue de direction	Compte-rendu de Revue de direction	< NA > ou < A > Recueillir l'avis du comité particulier
10. Amélioration			
10.2.	Non-conformité et action corrective	* Mise en œuvre d'actions correctives pour traiter les non conformités sur le produit certifié et les réclamations client (5) * Efficacité des actions mises en œuvre	■

(1) Contrôle sur les constituants du produit

Le demandeur/titulaire est tenu d'exercer un contrôle à leur réception et, en tous cas, avant utilisation sur l'ensemble des constituants entrant dans la fabrication de ses produits certifiés.

Le contrôle interne « réception » établi par le demandeur/titulaire intègre :

- les modalités de contrôle des produits à réception permettant d'apprécier leurs conformités et/ou leurs régularités par rapport aux caractéristiques attendues,
- et, le cas échéant, les règles d'échantillonnage des produits prélevés.

Ce contrôle prend en considération toute action de maîtrise exercée par le fournisseur ; par exemple :

- fiche de conformité résultant d'un contrôle systématique avant livraison imposé par le demandeur/titulaire à son fournisseur,
- fournisseur certifié selon la norme NF EN ISO 9001 pour les fabrications concernées ou fournitures certifiées,
- etc.

Le fabricant doit vérifier auprès de son ou de ses fournisseur(s) éventuel(s) la conformité des produits livrés par rapport aux spécifications de sa commande, soit :

- en s'assurant que le système de gestion de la qualité du fournisseur lui permet d'obtenir un degré de confiance suffisant dans la qualité des produits achetés,
- en effectuant lui-même les contrôles appropriés par prélèvement d'échantillons sur des lots réceptionnés.

(2) Sous-traitance d'essais

Le demandeur/titulaire peut sous-traiter la réalisation d'essais à un laboratoire extérieur, à condition que cette sous-traitance fasse l'objet d'un contrat ou d'une commande. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si les conditions ci-après sont remplies :

- la sous-traitance d'essais n'entraîne pas de perturbation dans le processus de fabrication (en raison de délai de réponse par exemple) ;
- les conditions de sous-traitance d'essais sont formalisées dans le contrat ou la commande et doivent définir la méthode d'essai applicable, la fréquence d'essais, les délais de réponses demandés, la communication des résultats par écrit, la procédure en cas de résultat non conforme et le type d'équipement utilisé ;
- le laboratoire du sous-traitant où est réalisé l'essai doit être accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025, ou sinon le demandeur de l'essai (titulaire de la Marque de certification) doit s'assurer annuellement de la conformité des équipements utilisés (étalonnages, paramètres d'essais, etc.) et de la compétence du personnel réalisant l'essai.

(3) Contrôle en cours de fabrication et sur produits finis

Le demandeur/titulaire doit disposer des moyens nécessaires aux contrôles et essais définis par les normes, documents de référence et spécifications complémentaires citées dans le paragraphe 2.2 du présent référentiel. Le demandeur/titulaire s'engage à procéder à un contrôle fiable et régulier de sa production :

- contrôle sur les constituants du produit,
- contrôles effectués en cours de fabrication,
- vérifications, essais effectués sur les produits finis.

En cours de fabrication

Un contrôle en cours de fabrication doit être organisé par le demandeur/titulaire. Il concerne le produit dans ses états intermédiaires aux principales étapes de sa fabrication et le suivi des consignes de réglage du matériel de production (machines de fabrication, outillages).

Des instructions de contrôle doivent être formalisées et mises à la disposition des opérateurs. Les contrôles à effectuer au minimum en cours de fabrication sur les produits ainsi que leurs fréquences sont définis dans les documents techniques relatifs à chaque famille de produits.

Des instructions de contrôle doivent être formalisées et mises à la disposition des opérateurs.

Lors des contrôles définis ci-avant, et lorsque des résultats indiquent que le produit ne satisfait pas aux exigences du présent Référentiel de Certification, les actions correctives nécessaires doivent être immédiatement mises en œuvre, elles consistent à :

- Isoler les produits et procéder à un second contrôle,
- Analyser la non-conformité,
- Mettre en place les actions nécessaires résolution de la non-conformité.

Sur produits finis

Le demandeur/titulaire est tenu de vérifier les caractéristiques des produits finis avant leur livraison et est responsable de l'organisation de ce contrôle. Les contrôles et essais sur produits finis réalisés par le demandeur/titulaire sont effectués suivant les normes et les spécifications complémentaires citées dans le présent référentiel de certification.

Les mesures des diverses caractéristiques contrôlées sont effectuées selon les modes opératoires définis dans les normes de référence citées dans le paragraphe 2.2 du présent référentiel de certification.

Les contrôles sur produits finis sont exécutés par le demandeur/titulaire lui-même, dans son unité de fabrication.

Le demandeur/titulaire devra obligatoirement procéder à des prélèvements d'échantillons effectués au hasard en fin de chaîne de fabrication ou dans le stock de produits finis, et réaliser les contrôles et essais sur ces échantillons. Les échantillons prélevés doivent refléter la variété des dimensions des produits faisant l'objet du présent référentiel de certification.

Le mode de prélèvement des échantillons nécessaires aux essais doit être décrit précisément dans le plan qualité du demandeur/titulaire et ne doit pas être laissé à la seule appréciation de l'opérateur.

Le demandeur/titulaire doit enregistrer les résultats des contrôles. Si les résultats des contrôles normaux se révèlent insuffisants, ces derniers doivent être renforcés et les causes de défaillance doivent être décelées afin d'y remédier en complétant, si nécessaire, les contrôles de fabrication.

(4) Dispositions de traitement des non-conformités

Elles intègrent notamment :

- une analyse permettant de détecter la cause de l'anomalie,
- une analyse permettant de déterminer l'impact de l'anomalie sur la production depuis le contrôle précédent,
- une gestion permettant de garantir que la mise en œuvre des actions correctives est efficace,
- si exceptionnellement, des produits non conformes sont fournis chez un client, ce dernier doit être immédiatement prévenu afin de prendre toutes les mesures adaptées.

(5) Réclamations clients

Le registre des réclamations clients est audité et pour cela le titulaire doit conserver :

- un enregistrement de toutes les réclamations et recours relatifs aux produits faisant l'objet du présent référentiel de certification ;
- un enregistrement des mesures correctives adoptées notamment lorsque les réclamations ont mis en évidence une anomalie de fabrication.

Le titulaire doit être en mesure de présenter à l'auditeur les extraits de ces enregistrements relatifs aux réclamations impliquant les produits faisant l'objet du présent référentiel de certification.

2.5 Le marquage – Dispositions générales

Le marquage fait partie intégrante de la certification d'un produit.

Au-delà de l'identification d'un produit certifié et de sa traçabilité, le marquage d'un produit par le logo NF assure une meilleure protection des utilisateurs et permet la défense des titulaires contre les usages abusifs et les contrefaçons.

La reproduction et l'apposition des logos du CSTB, d'AFNOR et d'AFNOR Certification sont strictement interdites sans accord préalable de ces organismes.

Par ailleurs, la mention des principales caractéristiques certifiées a pour objectif de rendre transparentes pour les consommateurs et les utilisateurs, les caractéristiques techniques sur lesquelles porte la certification matérialisée par la marque NF. Elle valorise ainsi la certification et son contenu.

Il n'est en aucun cas possible de faire référence à la marque NF avant l'obtention du droit d'usage de ladite marque de certification, ou de présenter à la certification des produits contrefaits.

Les règles de marquage ci-après ont pour but de guider le titulaire dans le respect des exigences réglementaires, et des exigences de la certification. Les Règles Générales de la marque NF précisent les conditions d'usage, les conditions de validité et les modalités de sanction lors d'usage abusif de la marque NF.

Sans préjudice des sanctions prévues dans les Règles Générales de la marque NF, toute annonce erronée des caractéristiques certifiées et tout usage frauduleux du logo NF exposent le titulaire à des poursuites pour notamment pratiques commerciales trompeuses.

2.5.1 LE LOGO NF

Le logo NF doit assurer l'identification de tout produit certifié.

Le titulaire s'engage à respecter la charte graphique de la marque NF. Le logo NF et sa charte graphique sont disponibles auprès du gestionnaire de l'application.

Le produit certifié NF fait l'objet d'une désignation et d'une identification distincte de celles des produits non certifiés.

Le titulaire ne doit faire usage du logo NF que pour distinguer les produits certifiés et ceci sans qu'il existe un quelconque risque de confusion avec d'autres produits et en particulier des produits non certifiés.

Pour éviter toute confusion entre les produits certifiés et les produits non certifiés, le demandeur/titulaire veillera à ne pas utiliser des références commerciales identiques ou similaires (par exemple : « Prod+ » pour un produit certifié et « Prod » pour un produit non certifié).

Il est recommandé au titulaire de soumettre préalablement au CSTB tous les documents où il est fait état de la marque de certification.

En cas d'impossibilité de marquer le produit pour des raisons techniques, il sera nécessaire de se rapprocher du CSTB qui déterminera une règle commune de marquage.

2.5.2 LES MODALITES DE MARQUAGE

Ce paragraphe décrit à la fois les modalités d'apposition du logo NF et le marquage des caractéristiques certifiées.

Afin de répondre aux exigences de l'article R433-2 du Code de la Consommation, le marquage doit, à chaque fois que cela est possible, intégrer les éléments suivants :



ROBINETTERIE ANTIPOLLUTION
ANTIPOLLUTION DES INSTALLATIONS D'EAU

www.marque-NF.com

ou <http://evaluation.cstb.fr>

Caractéristique certifiée 1 :

Caractéristique certifiée 2 :

Caractéristique certifiée 3 :

Il est recommandé d'informer le consommateur sur les principales raisons et avantages d'utiliser un produit certifié. Les caractéristiques certifiées doivent apparaître sur au moins l'un des supports (produit, emballage ou supports de communication).

La marque d'accréditation du COFRAC ne peut être reproduite qu'avec l'autorisation préalable et écrite du CSTB et dans les conditions de formulation suivante : « Certification délivrée par le CSTB bénéficiant d'une accréditation COFRAC Certification de Produits et de Services, N°5-0010, liste des implantations et portée disponibles sous www.cofrac.fr ».

2.5.2.1 Marquage des produits certifiés

Tous les produits certifiés, fabriqués à compter de la date figurant sur la décision d'attribution du droit d'usage de la marque NF (par la procédure d'admission ou d'extension) et conformes aux exigences du présent référentiel de certification, doivent être marqués, au minimum, avec le logo de la marque (sauf impossibilité technique).

Le marquage doit apparaître de façon permanente, lisible et indélébile sur les produits visés par le présent référentiel, avec les indications précisées dans les normes et documents techniques particuliers à chaque famille de produits.

NB : Si une codification est établie pour permettre l'identification du produit, elle doit être communiquée au CSTB.

Dans le cas où le produit est fabriqué dans plusieurs usines, le marquage devra être complété par une identification de l'unité de fabrication.


S'il n'est pas possible de marquer le produit, les conditions d'applications sur l'emballage ou sur les documents d'accompagnement doivent être communiquées au CSTB.


2.5.2.2 Marquage sur l'emballage du produit certifié ou sur le document d'accompagnement du produit (le cas échéant)

Le marquage sur les emballages des produits certifiés est exigé, sachant que c'est l'un des moyens de promouvoir la marque NF.

Les emballages doivent comporter les indications suivantes :



- le logo  Toutefois en cas de difficultés techniques à marquer l'emballage ou dès lors que le logo mesure

moins de 12 mm, il est autorisé d'utiliser le logo NF seul . Le logo NF doit être reproduit conformément à la charte graphique (reproduction à une échelle quelconque mais dont la longueur minimale du grand axe de l'ovale soit d'au moins 6 mm) ;

- le nom, le sigle ou le repère identifiant le titulaire ou le distributeur bénéficiant d'un maintien du droit d'usage, selon le cas ;
- la référence du produit.

Cas des ensembles

Dans le cas où les produits NF font partie d'un ensemble (pack), le titulaire doit spécifier distinctement sur les emballages le ou les produits qui sont certifiés et celui ou ceux qui ne le sont pas.

Si tous les composants contribuant à la performance d'un produit certifié NF sont eux-mêmes certifiés NF, la marque NF doit être mentionnée sur l'emballage. Si au moins un des composants n'est pas certifié NF, le titulaire doit contacter le CSTB pour convenir d'un marquage.

2.5.2.3 Marquage sur les supports de communication et la documentation (Documents techniques et commerciaux, affiches, publicité, sites Internet, etc.)

La reproduction de la marque NF sur l'en-tête des papiers utilisés pour la correspondance du titulaire, est interdite, sauf si le titulaire bénéficie de la marque NF pour l'ensemble de ses fabrications.

Les références à la marque NF dans la documentation doivent être effectuées de façon à ce qu'il n'existe aucun risque de confusion entre les produits certifiés et les autres. Elles doivent intégrer tous les éléments de marquage définis au paragraphe 2.5.2 : logo de la marque, nom de l'application, référence au site internet et liste des caractéristiques certifiées.

Information à trouver sur les supports de communication :



ANTIPOLLUTION DES INSTALLATIONS D'EAU

Qu'est-ce que la marque NF ?

La marque NF apposée sur un produit atteste que celui-ci est conforme aux normes le concernant et éventuellement à des prescriptions techniques complémentaires demandées par le marché.

Les caractéristiques sont précisées dans des documents techniques élaborés en concertation avec les fabricants, les distributeurs, les associations de consommateurs, les laboratoires et les pouvoirs publics, fixées par AFNOR Certification et contrôlées par le CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment).

Le CSTB effectue les essais sur des produits et les audits des entreprises dans le cadre de cette application.

Sur quels produits trouve-t-on la marque NF ?

La marque NF est apposée sur les produits suivants :

- surverses AA, AB, AC, AD, AF, AG ;
- surverse AE ;
- disconnecteur BA ;
- disconnecteur CAa ;
- disconnecteur CAb ;
- soupape anti-vide en ligne DA ;
- rupteur à évent atmosphérique avec élément mobile DB ;

- rupteur à événement atmosphérique permanent DC ;
- clapets de non-retour antipollution EA, EC contrôlables (abouts filetés ou à brides) ;
- clapets de non-retour antipollution EB, ED non contrôlables ;
- disconnecteur d'extrémité HA ;
- robinet de puisage antipollution ;
- soupapes anti vide d'extrémité HB et HD ;
- inverseur à retour automatique HC ;
- appareillage de contrôle sur site des ensembles de protection sanitaire des réseaux d'eau potable ;
- rupture de charge à l'évacuation
- produits antipollution combinés et ensembles antipollution assemblés

Qu'apporte la marque NF ?

La marque NF – ANTIPOLLUTION DES INSTALLATIONS D'EAU certifie la conformité des produits aux règles de certification NF045 approuvées par le CSTB et par AFNOR Certification.

Cela garantit notamment :

- a) pour les surverses AA, AB, AC, AF et AG :
 - Une garde d'air permanente et verticale entre le point le plus bas de l'orifice d'alimentation et le niveau critique dans le réceptacle.
- b) pour les surverses AD :
 - Une garde d'air permanente et horizontale entre l'orifice d'alimentation en amont et l'orifice d'entrée du dispositif en aval.
- c) pour les surverses AE :
 - Une garde d'air permanente et verticale entre le point le plus bas de l'orifice d'alimentation et le niveau critique dans le réceptacle. Ces dispositifs conservent la qualité sanitaire d'origine de l'eau destinée à la consommation humaine.
- d) pour les disconnecteurs BA :
 - Une différence de pression entre la zone amont et la zone intermédiaire supérieure à 140 mbar.
 - Une ouverture de la soupape de décharge lorsque la différence de pression entre la zone amont et la zone intermédiaire est inférieure à 140 mbar.
 - La présence de prise de pression pour le contrôle de chaque zone et l'étanchéité de chaque dispositif de non retour, amont et aval.
- e) pour les disconnecteurs CAa :
 - Une ouverture de la soupape de décharge lorsque la différence de pression entre la zone intermédiaire et la zone amont est inférieure à 10 % de la pression amont.
- f) pour les disconnecteurs CAb :
 - Une ouverture de la soupape de décharge lorsque la différence de pression entre la zone intermédiaire et la zone amont est inférieure à 10 % de la pression amont.

Ce disconnecteur est destiné à équiper le dispositif de remplissage du circuit de chauffage intégré aux chaudières.
- g) pour les soupapes anti-vide DA, rupteurs à événement atmosphérique DB, DC :
 - La mise à l'air libre de la canalisation aval lorsque la pression amont est nulle ou en cas de dépression dans le circuit amont
- h) pour les clapets de non retour EA, EC (filetés ou à brides) :
 - Le passage du fluide dans le sens normal d'écoulement et l'étanchéité sous basse et haute pression dans le sens inverse.
 - Ces clapets sont contrôlables et pour certains interchangeables.
 - Les clapets à brides sont de plus visitables.

- i) pour les clapets de non retour EB, ED (avec ou sans corps) :
 - Le passage du fluide dans le sens normal d'écoulement et l'étanchéité sous basse et haute pression dans le sens inverse.
 - Ces clapets ne sont pas contrôlables.
 - Certains de ces clapets sont interchangeables.
- j) pour les disconnecteurs d'extrémité HA :
 - L'interruption du débit et la mise à l'air libre de la canalisation aval lorsque la pression amont est nulle ou en cas de dépression dans le circuit amont.
- k) pour les soupapes anti vide d'extrémité HB et HD:
 - La mise à l'air libre de la canalisation aval et l'obstruction de la canalisation d'alimentation en cas de dépression dans le circuit amont.
- l) pour les inverseurs à retour automatique HC :
 - une disconnexion par mise à l'atmosphère par retour automatique en position « sortie bain » lors d'interruption du débit ou en cas de dépression dans le circuit amont.
- m) pour les robinets de puisage antipollution :
 - L'association d'un robinet de puisage à soupape et d'un dispositif antipollution placé à son aval.
- n) pour les appareillages de contrôle :
 - Le contrôle, sur site, du fonctionnement des ensembles de protection.
- o) pour les ruptures de charge à l'évacuation :
 - Une garde d'air permanente et verticale entre le point le plus bas de l'évacuation d'un appareil ou d'une installation et le point haut du dispositif collecteur de cette eau.
- p) pour les produits antipollution combinés et ensembles antipollution assemblés :
 - L'association de deux fonctions certifiées.



Les produits marqués NF sont donc aptes à répondre à l'usage auquel ils sont destinés.

Comment reconnaître un produit NF ?

Pour distinguer les produits admis à la marque NF - ANTIPOLLUTION DES INSTALLATIONS D'EAU

de ceux qui ne le sont pas dans le catalogue, le logo  ou  est placé à côté de l'article en bénéficiant.

En outre, pour les reconnaître dans le commerce et lors de l'installation :

- le logo  est apposé éventuellement sur les emballages
- le logo  est apposé sur les produits eux-mêmes et sur les emballages.

Sites internet : www.marque-NF.com ou <http://evaluation.cstb.fr>

Pour le marché français, ces informations doivent obligatoirement être données en langue française (loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française). Si nécessaire, elles peuvent également être données dans une ou plusieurs autres langues.

Pour une bonne interprétation du présent paragraphe, il est recommandé au titulaire de soumettre préalablement au CSTB toute documentation où il entend faire état de la marque de certification.

2.6 Conditions d'arrêt de marquage ou de démarquage en cas de suspension, de retrait, d'abandon

En cas de sanction (suspension ou retrait ou abandon), les conditions d'arrêt de marquage et les conditions de démarquage des produits et des emballages s'appliquent.

Lorsqu'un produit est non-conforme, celui-ci et son emballage ne doivent pas être marqués du logo NF ou celui-ci doit être rayé ou occulté de façon à ce qu'il n'existe aucun risque de confusion.

Lorsque cette non-conformité est constatée après mise sur le marché du produit :

L'industriel est responsable de :

- Prévenir immédiatement le CSTB
- Valider les qualités / numéros de lots /délais... incriminés
- Prévoir un démarquage rétroactif et le retrait éventuel dans le commerce sur le marché

Le CSTB est responsable de :

- Définir le moyen de contrôle du démarquage (engagement du client, etc.) ;
- Estimer les risques de mauvais usage de la marque, notamment dans le cas où la certification porte sur des produits/services à risque ;
- En fonction de ces risques, déclencher éventuellement un contrôle sur site (entreprise ou commerce) ou une information des pouvoirs publics ;
- Engagement du titulaire à mener des actions correctives et/ou contrôle sur site, le cas échéant, prononcer la suspension ou le retrait de la certification.

2.7 Fraudes et falsifications

2.7.1 PREAMBULE

Pour la Certification de Produits ou de Services, les fraudes et falsifications sont passibles des sanctions prévues par les articles L121-2 à L121-5 du Code de la Consommation et dont les sanctions sont prévues aux articles L132-1 à L132-9 du même Code.

En cas de constat de fraude ou de falsification relativement à l'utilisation de la marque NF, AFNOR Certification ou le CSTB se réserve le droit de saisir la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes pour suite à donner conformément à la Loi.

Par exemple, seront notamment considérés comme « usages abusifs » le fait de :

- donner la même référence commerciale à des produits certifiés ou à des produits non certifiés ;
- faire état d'informations non conformes au référentiel de certification dans les notices commerciales, les catalogues, ou tout autre support.

Par exemple, seront notamment considérés comme « contrefaçons » le fait de :

- faire état d'un certificat en instance mais non encore délivré ;
- utiliser la marque NF alors que le droit d'usage de la marque NF n'a pas été donné.

Le CSTB notifie par lettre recommandée avec accusé de réception tout abus au titulaire qui doit immédiatement prendre toutes dispositions pour le supprimer.

2.7.2 ACTION JUDICIAIRE

Outre les actions précédemment indiquées, AFNOR Certification ou le CSTB se réserve le droit d'intenter toute action judiciaire qu'il jugera nécessaire, le droit étant ouvert à tout tiers qui se trouverait lésé de poursuivre pour son compte toute réparation des dommages qu'il estimerait lui avoir été causés.

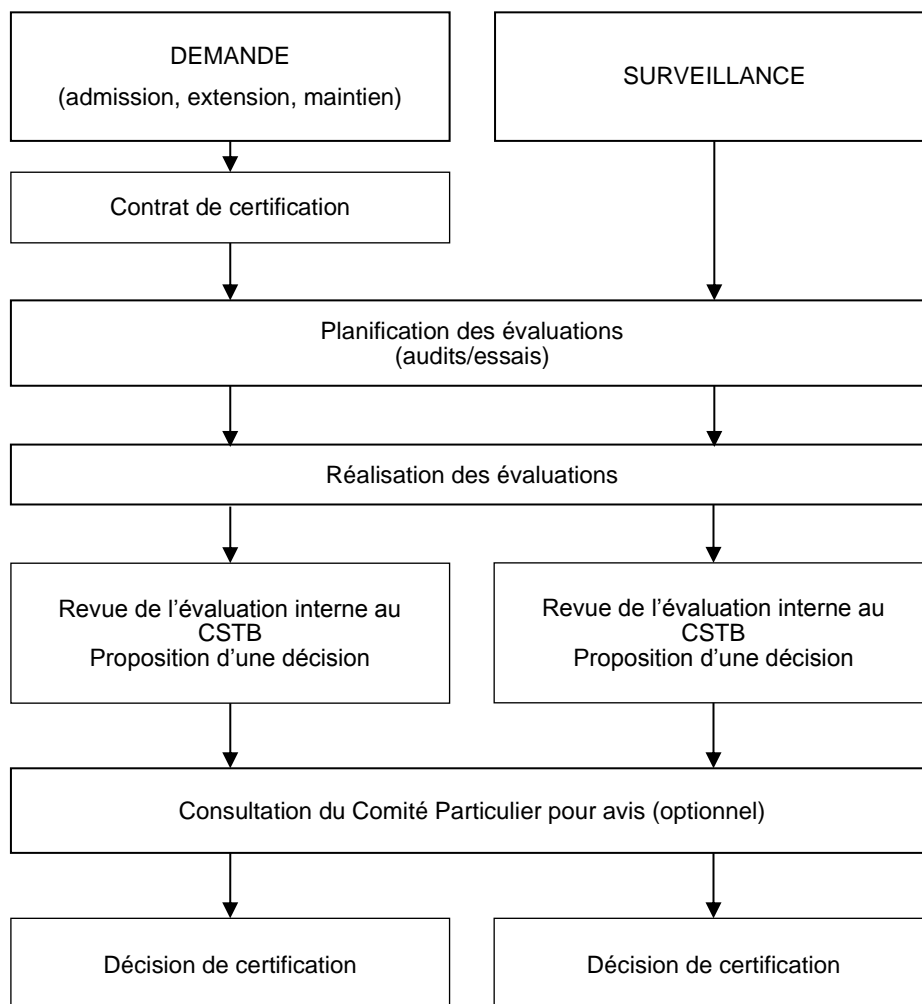
Partie 3

Processus de certification

3.1 Généralités

- Définition du demandeur (voir partie 5) ;
- Définitions des différents types de demande (demande d'admission / demande d'admission complémentaire / demande d'extension / demande de maintien) :
 - o Une demande d'admission émane d'un demandeur n'ayant pas de droit d'usage de la marque NF pour l'application NF - Antipollution des installations d'eau. Elle correspond à un produit (ou une gamme de produits) provenant d'un processus de conception et/ou d'un site de fabrication déterminée et/ou un site de commercialisation déterminé, défini par une marque commerciale et/ou ayant une référence spécifique au produit présenté et des caractéristiques techniques ;
 - o Une demande d'admission complémentaire / d'extension émane d'un titulaire et concerne un nouveau produit / un produit modifié sur un même site de production ;
 - o Une demande de maintien émane d'un titulaire et concerne un produit certifié NF destiné à être commercialisé sous une autre marque commerciale et/ou ayant une référence spécifique au produit sans modification des caractéristiques certifiées ;
 - o Une nouvelle demande d'admission d'un produit (ou d'une gamme de produits) suite à une sanction de retrait du droit d'usage de la marque NF est engagée dans le cas d'un acte de pratique commerciale trompeuse en application des articles L121-2 à L121-5 du Code de la Consommation.

3.2 Processus de traitement d'une demande de certification



Les modalités d'obtention et de suivi d'une certification sont décrites en parties 1 et 2 de l'Annexe de gestion administrative du présent référentiel de certification.

3.3 Les audits

3.3.1 LES AUDITS D'ADMISSION

Les audits ont pour objet de s'assurer que les dispositions définies et mises en œuvre par le demandeur dans l'unité de fabrication répondent aux exigences de la partie 2 du présent référentiel de certification et des documents techniques relatifs aux familles de produits.

Il s'agit de vérifier, avant l'admission, l'existence et l'efficacité des dispositions prises en matière de qualité ainsi que du contrôle produit par le demandeur. Ce sont les audits d'admission réalisés par l'auditeur.

Dans le cas où le demandeur sous-traite une partie de sa fabrication, le CSTB se réserve le droit d'effectuer un audit chez le(s) sous-traitant(s) sur la base du présent référentiel de certification.

Tous les moyens (locaux, installations, équipements) permettant à l'auditeur d'effectuer la mission qui lui incombe doivent être mis gratuitement à sa disposition, ainsi que les personnes compétentes pour les mettre en œuvre, y compris un interprète à la demande de l'auditeur.

L'auditeur, en cas de situation de danger au regard des exigences de sécurité de l'organisme certificateur, se réserve le droit d'exercer un droit de retrait.

Un rapport d'audit est établi et adressé au demandeur.

3.3.1.1 Cas d'une première demande d'admission

La durée d'audit est normalement de 1 jour par unité de fabrication.

La durée d'audit est modulable en fonction du risque : niveau de développement du système qualité, organisation de l'entreprise (process, laboratoire, etc.), nombre de produits faisant l'objet de la demande, prélèvements à effectuer.

Dans le cas d'un audit combiné avec une autre application, la durée de l'audit est fonction de la complexité de(s) application(s) concernée(s). Si besoin, elle sera modulée en demi-journée complémentaire.

3.3.1.2 Cas d'une demande d'admission complémentaire

Les étapes décrites dans le paragraphe 3.3.1 précédent sont applicables avec la spécificité que l'audit peut être adapté pour répondre à l'objet de la demande ou conjoint avec un audit de suivi.

3.3.1.3 Cas d'une demande d'extension

Les étapes décrites dans le paragraphe 3.3.1 précédent sont applicables avec les spécificités suivantes :

- dans le cadre d'une demande d'extension pour un produit certifié modifié, les essais sont définis en fonction de la modification envisagée ;
- l'audit peut être adapté pour répondre à l'objet de la demande ou conjoint avec un audit de suivi.

3.3.2 LES AUDITS DE SUIVI

Les audits de suivi ont pour but de vérifier, ultérieurement à l'admission, que les dispositions définies sont toujours maintenues.

L'ensemble des dispositions décrites au paragraphe 3.3.1 sont applicables.

Contrôles

L'auditeur assure, au minimum, les missions suivantes en prenant en compte les renseignements recueillis lors de l'audit précédent, les résultats des derniers contrôles et les remarques éventuelles faites par le Comité Particulier :

- la vérification de la mise en application effective des mesures correctives annoncées suite aux éventuelles observations faites lors de l'audit précédent ;
- la vérification du respect des exigences qualité du titulaire définies dans le présent référentiel de certification ;
- la vérification des registres d'autocontrôle sur produits finis depuis le dernier audit, de manière statistique pour au moins un produit certifié et pour les produits faisant l'objet du prélèvement en vue des essais au laboratoire de la marque ;
- la vérification des documents commerciaux ;
- la vérification des changements intervenus dans les caractéristiques des produits certifiés.
- la supervision des essais,

Un rapport d'audit est établi et adressé au titulaire.

La durée d'audit est normalement de 1 jour par unité de fabrication.

La durée d'audit est modulable en fonction du risque : niveau de développement du système qualité, organisation de l'entreprise (process, laboratoire, etc.).

Surveillance normale :

La fréquence normale est de 2 audits annuels après l'admission puis de 1 audit annuel par unité de fabrication bénéficiant d'un droit d'usage de la marque NF.

Surveillance renforcée :

En cas de manquement aux exigences du présent référentiel de certification, ou sur demande motivée du Comité Particulier, la procédure de surveillance renforcée peut être déclenchée pour une durée définie. Cette surveillance peut être modulée jusqu'au doublement de la fréquence normale des audits, avec ou sans renforcement des contrôles du titulaire et des prélèvements pour essais dans l'unité de fabrication et/ou dans le réseau de distribution.

De même, tout écart critique survenu lors d'un audit, qu'il soit assorti ou non d'une sanction, peut justifier d'un passage en surveillance renforcée. Celle-ci sera déclenchée à l'initiative du CSTB, éventuellement après avis du Comité Particulier, pour une durée définie avec ou sans renforcement des contrôles du titulaire et des prélèvements pour essais.

3.4 Prélèvements

L'auditeur peut faire prélever dans le stock et/ou dans l'unité de fabrication les échantillons nécessaires à la réalisation des essais. Il est possible, pour certains essais destructifs, de prélever des produits éliminés pour des défauts d'aspect mineurs n'engendrant pas la non-conformité des produits certifiés.

Dans le cadre de prélèvements transmis au laboratoire de la marque, les échantillons prélevés sont marqués d'un signe distinctif par l'auditeur et sont envoyés par et sous la responsabilité du demandeur au laboratoire de la marque chargé d'effectuer les essais dans le délai fixé lors du prélèvement, à moins que l'auditeur ne décide de les prendre en charge.

Une fiche faisant état des prélèvements effectués est établie sur place et remise au demandeur/titulaire.

Une copie de cette fiche de prélèvements sera systématiquement transmise au laboratoire chargé de la réalisation des essais.

Il est admis, qu'en cas d'impossibilité d'effectuer ces prélèvements, le titulaire envoie le(s) échantillon(s) demandé(s) par le CSTB, dans les délais prescrits, au laboratoire de la marque. Si le demandeur n'envoie pas le (les) échantillon(s) au laboratoire de la marque dans les délais prescrits par le CSTB, des sanctions pourront être prises à son encontre (sanction, suspension).

Cas des prélèvements pour une demande en suivi :

Lorsque des modifications déclarées mineures ont été apportées aux produits ou que des changements également déclarés mineurs sont intervenus dans le processus de production des produits et que le titulaire ne peut faire la preuve de la non-incidence sur les caractéristiques certifiées, des prélèvements sont systématiquement effectués et des essais sont réalisés dans le laboratoire de la marque notamment en vue de vérifier les caractéristiques impliquées.

Dans le cas d'un audit supplémentaire, les essais induits par la non-conformité relevée sont réalisés par le laboratoire de la marque.

Contrôles dans le commerce

Les contrôles sont effectués dans le commerce chez les distributeurs des produits faisant l'objet du présent référentiel, y compris les distributeurs titulaires d'un maintien de droit d'usage.

Ce suivi consiste à :

- une vérification des conditionnements,
- une vérification de l'usage de la marque NF,
- un prélèvement de produits pour essais au laboratoire de la marque.

Les frais de ce suivi sont à la charge du titulaire des produits contrôlés, conformément à la partie 4 de l'Annexe au présent référentiel de certification.

3.5 Essais

3.5.1 LES ESSAIS EN ADMISSION

Les essais en admission sont réalisés conformément aux normes et spécifications complémentaires fixées dans la partie 2 du présent référentiel de certification et dans les documents techniques relatifs aux familles de produits.

Un rapport d'essais est établi et adressé au demandeur.

Les essais sont effectués dans le laboratoire de la marque ou sous sa responsabilité.

3.5.2 LES ESSAIS SUR LE PRODUIT CERTIFIÉ (SUIVI)

Dans le cadre des campagnes biannuelles, les essais en suivi sont réalisés conformément aux normes et spécifications complémentaires fixées dans la partie 2 du référentiel de certification et dans les documents techniques relatifs aux familles de produits.

Un rapport d'essais est établi et adressé au titulaire.

Ces essais sur des caractéristiques certifiées sont réalisés dans un laboratoire de la marque.

Dans le cas d'un audit supplémentaire, les essais induits par la non-conformité relevée sont réalisés par le laboratoire de la marque.

Partie 4

Les intervenants

AFNOR est propriétaire de la marque NF et en a concédé à AFNOR Certification une licence d'exploitation exclusive. AFNOR Certification gère et anime le système de certification NF, qui définit notamment les règles de gouvernance et les modalités de fonctionnement de la marque NF.

Les organismes intervenant au cours de la procédure d'accord du droit d'usage de la présente certification NF et de la surveillance des produits certifiés sont précisés ci-après.

4.1 L'organisme certificateur

Conformément aux Règles Générales de la marque NF, AFNOR Certification confie la gestion de la marque NF Antipollution des installations d'eau à l'organisme suivant, dit organisme mandaté : Le CSTB.

Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB)

Direction HES
Division RAS
84, avenue Jean Jaurès
Champs-sur-Marne
77447 Marne La Vallée Cedex 2 (France)
☎ : 01 64 68 82 86
<http://evaluation.cstb.fr/>

Le CSTB est responsable vis-à-vis d'AFNOR Certification des opérations qui lui sont confiées et qui font l'objet d'un contrat.

4.2 Organismes d'audit

Les fonctions d'audit de l'unité de fabrication, et éventuellement sur les lieux d'utilisation, sont assurées par l'organisme suivant, dit organisme d'audit :

Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB)

Direction HES
Division RAS
84, avenue Jean Jaurès
Champs-sur-Marne
77447 Marne La Vallée Cedex 2 (France)
☎ : 01 64 68 82 86
<http://evaluation.cstb.fr/>

Les auditeurs ont droit de regard chez tout demandeur ou titulaire dans le cadre de leur mission.

4.3 Organismes d'essais

Lorsque les contrôles effectués dans le cadre de l'usage de la marque NF comportent des essais sur des produits, ceux-ci sont réalisés à la demande du CSTB par le laboratoire suivant, dit laboratoire de la marque :

Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB)

Direction HES
Division RAS
84, avenue Jean Jaurès
Champs-sur-Marne
77447 Marne La Vallée Cedex 2 (France)
☎ : 01 64 68 82 86
<http://evaluation.cstb.fr/>

4.4 Sous-traitance

Les différentes fonctions décrites dans les paragraphes 4.2 et 4.3 pourront être réalisées, après avis éventuel du Comité Particulier, par d'autres organismes d'audit ou laboratoires reconnus avec lesquels le CSTB aura établi un contrat de sous-traitance.

Le client est informé de la sous-traitance d'une prestation lorsque le programme des activités d'évaluation est établi. Le cas échéant, il est informé formellement avant tout engagement d'activité ».

4.5 Comité Particulier

Il est mis en place une instance consultative impartiale appelée Comité Particulier, dont le secrétariat est assuré par le CSTB.

Le Comité Particulier est chargé de donner son avis sur :

- le projet initial ou de révision de référentiel de certification, au sens du Code de la Consommation,
- les projets d'actions de publicité et de promotion relevant de son activité,
- le choix des organismes intervenant dans le processus de certification, l'examen et la mise en œuvre des accords de reconnaissance.

Il peut être consulté sur toute autre question intéressant l'application concernée et en particulier sur toute interprétation du référentiel de certification en vue de décisions à prendre sur des dossiers dans le respect des référentiels de certification et sur demande du CSTB.

La composition du Comité Particulier est fixée de manière à respecter une représentation entre les différentes parties concernées qui ne conduise pas à la prédominance de l'une d'entre elles et qui garantisse leur pertinence.

Sa composition est la suivante :

- Un Président choisi parmi les membres des collèges définis ci-après ;
- Un Vice-Président : un représentant du CSTB ;
- Collège Fabricants (Titulaires) : de 4 à 8 représentants ;
- Collège Utilisateurs / Prescripteurs : de 4 à 8 représentants ;
- Collège Organismes Techniques et Administrations : de 4 à 8 représentants.

Pour la marque NF, AFNOR Certification est membre du Comité Particulier.

Participent de droit aux réunions du Comité Particulier, les représentants des organismes d'audit et des laboratoires de la marque.

Le Comité Particulier émet des avis de décision et ses membres ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées. La durée du mandat des membres est de 3 ans. Ce mandat est renouvelable par tacite reconduction. La présidence du Comité Particulier peut changer tous les ans.

Les membres du Comité Particulier s'engagent formellement à garder la confidentialité des informations, notamment à caractère individuel, qui leur sont communiquées.

Le Comité Particulier peut, le cas échéant, décider de créer des groupes de travail ou sous-comités dont il définit les missions et les responsabilités. La composition de ces groupes de travail est validée par le Comité Particulier, ces groupes de travail étant composés au minimum d'un représentant du collège « Fabricants », d'un représentant du collège « Utilisateurs / Prescripteurs » et d'un représentant du CSTB. Il peut être fait appel à des professionnels ou des personnalités extérieures ou des titulaires qui ne sont pas membres du Comité Particulier.

En cas de décision ou de vote, le Comité Particulier se prononce à la majorité simple de ses membres présents ou représentés, sous la double condition suivante :

- de représentation effective du collège représentant les demandeurs ou titulaires, d'une part, et du collège représentant les utilisateurs et prescripteurs, d'autre part (non représentativité d'un intérêt) ;
- qu'aucun de ces collèges ne possède la majorité des présents ou représentés (prédominance d'un intérêt).

Dans le cas contraire, il est alors procédé soit à une consultation écrite, soit à une nouvelle réunion.

Partie 5

Lexique

Accord du droit d'usage de la marque NF :	Autorisation accordée par AFNOR Certification et notifiée par le CSTB à un demandeur d'apposer la marque NF sur le produit pour lequel la demande a été effectuée.
Admission :	Demande par laquelle un demandeur sollicite pour la première fois le droit d'usage de la marque NF pour un produit ; il déclare connaître le présent référentiel de certification et s'engage à le respecter.
Admission complémentaire :	Demande par laquelle un titulaire souhaite bénéficier du droit d'usage de la marque NF pour un nouveau produit ou une nouvelle entité de production.
Audit :	Voir norme NF EN ISO 9000. Dans le cadre de la marque NF, l'audit est la partie de la visite de l'unité de fabrication relative à l'évaluation de la gestion qualité du fabricant.
Avertissement :	Sanction non suspensive notifiée par le CSTB. Le produit est toujours marqué mais le titulaire doit corriger les écarts constatés dans un délai défini. Lorsqu'un avertissement est accompagné d'un accroissement des contrôles, les actions doivent être engagées dans un délai défini. L'avertissement ne peut être renouvelable qu'une seule fois.
Demandeur/titulaire :	Personne morale qui assure la maîtrise et/ou la responsabilité du respect de l'ensemble des exigences définies dans le référentiel de certification de la marque NF. Ces exigences couvrent au moins les étapes suivantes : conception, fabrication, assemblage, contrôle qualité, marquage, conditionnement ainsi que la mise sur le marché, et précisent les points critiques des différentes étapes.
Distributeur :	<p>Organisme distribuant les produits du demandeur/titulaire, qui ne modifie pas la conformité du produit aux exigences de la marque NF.</p> <p>Les types de distributeurs peuvent être les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- distributeurs qui distribuent le produit sous la marque commerciale du titulaire. Dans ce cas, aucune démarche n'est à engager au titre de la marque NF.- distributeurs qui distribuent le produit avec changement de marque commerciale. Le demandeur/titulaire doit formuler une demande de maintien de droit d'usage. <p>Si le distributeur ne souhaite pas qu'il soit fait référence explicite au fabricant, une demande d'admission à la marque NF doit être formulée par le distributeur. Dans ce cas, l'usine de fabrication n'est pas mentionnée sur le certificat.</p> <p>En fonction des opérations réalisées par le demandeur/titulaire ou le distributeur, les sites audités et la durée d'audit dans le cadre de la certification initiale ou de la surveillance sont définis au cas par cas.</p>
Extension :	Demande par laquelle un titulaire sollicite l'extension du droit d'usage de la marque NF qu'il possède pour un produit certifié dont les caractéristiques ont été modifiées.

Fournisseur :	Entité qui, soit fabrique ou transforme des produits, soit délivre à une entreprise certaines marchandises.
Mandataire :	<p>Personne Morale ou physique implantée dans l'E.E.E qui a une fonction de représentation du demandeur/titulaire hors E.E.E et dispose d'un mandat écrit de celui-ci lui signifiant qu'il peut agir en son nom et précisant dans quel cadre (missions et responsabilités associées et aspects financiers, réclamations, interlocuteur de l'organisme certificateur, entre autres) dans le processus de certification de la marque NF suivant les dispositions du référentiel de certification.</p> <p>Le mandataire peut être le distributeur ou l'importateur, ses différentes fonctions sont clairement identifiées.</p> <p>La notion de mandataire est indispensable dès lors que des demandeurs se trouvent hors de l'E.E.E. La notion de distributeur peut, selon les marchés, ne pas être pertinente.</p>
Maintien :	Demande par laquelle un titulaire sollicite le maintien du droit d'usage de la marque NF pour un produit destiné à être commercialisé par un distributeur sous une autre marque et/ou référence commerciale mais sans modification des caractéristiques certifiées.
Observation :	Remarque permettant d'attirer l'attention d'un titulaire sur une non-conformité mineure afin d'éviter une dérive qui aboutirait à un avertissement.
Prélèvement/Contrôle dans le commerce :	Surveillance effectuée par l'organisme de certification dans la distribution professionnelle, les plateformes logistiques des titulaires, ...
Prestataire/Sous-traitant :	<p>Entité réalisant une prestation (conception, production, service) pour le compte du demandeur/titulaire.</p> <p>Cette prestation est définie dans un contrat dont les exigences minimales sont précisées dans l'Annexe de gestion administrative du référentiel de certification NF045.</p>
Produit :	Élément résultant d'un process ou d'un processus de fabrication, provenant d'une unité de fabrication déterminée, défini par une marque commerciale et/ou une référence commerciale spécifique avec des caractéristiques techniques spécifiques.
Programme de certification :	Système de certification spécifique pour des produits déterminés, auxquels s'appliquent les mêmes exigences spécifiées, des règles et des procédures spécifiques.
Recevabilité :	Étude d'un dossier qui permet de procéder à l'instruction de la demande. La recevabilité porte sur les parties administrative et technique du dossier.
Reconduction :	Décision par laquelle le titulaire se voit renouveler le droit d'usage de la marque NF.
Référentiel de certification :	Document technique définissant les caractéristiques que doit présenter un produit, un service ou une combinaison de produits et de services, et les modalités de contrôle de la conformité à ces caractéristiques, ainsi que les modalités de communication sur la certification (y compris le contenu des informations).

- Retrait du droit d'usage :** Décision notifiée par le CSTB qui annule le droit d'usage de la marque NF. Le retrait peut être prononcé à titre de sanction ou en cas d'abandon du droit d'usage de la marque NF par le titulaire.
- Suspension :** Décision notifiée par le CSTB qui annule provisoirement et pour une durée déterminée l'autorisation de droit d'usage de la marque NF. La suspension peut être notifiée à titre de sanction ou en cas d'abandon provisoire du droit d'usage de la marque NF par le titulaire.
- La suspension est accompagnée de l'interdiction d'apposer la marque sur la production à venir. Elle doit être d'une durée maximale de 6 mois, renouvelable une fois, à l'issue de laquelle un retrait du droit d'usage de la marque NF doit être prononcé si aucune action n'a été engagée par le titulaire.
- Les notifications de sanction touchant au droit d'usage (suspension/retrait) sont signées par la Direction du CSTB.